



COMMUNIQUE DE PRESSE

LES ORGANISATIONS PARTENAIRES DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO RÉAFFIRMENT LEUR SOUTIEN AU DIALOGUE POLITIQUE DANS CE PAYS ET APPELLENT TOUS LES ACTEURS CONGOLAIS A ŒUVRER À LA TENUE ET AU SUCCÈS DE CE DIALOGUE

Addis-Abeba, Bruxelles, New York et Paris, le 6 juin 2016: L'Union africaine (UA), les Nations unies, l'Union européenne (UE) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) continuent de suivre de près l'évolution de la situation en République démocratique du Congo (RDC). Les quatre organisations opèrent dans le cadre de leur partenariat au service de la paix et de la sécurité en Afrique, ainsi que de leur engagement collectif à aider la RDC à consolider les acquis enregistrés au cours de la décennie écoulée.

Les quatre organisations partenaires soulignent à nouveau l'importance cruciale que revêtent la tenue et la conclusion réussie d'un dialogue politique entre tous les acteurs congolais pour leur permettre d'arriver à un consensus permettant la tenue, dans le cadre de la Constitution congolaise, d'élections libres, régulières, transparentes et crédibles. Il s'agit, ce faisant, de préserver la paix et la stabilité dans le pays, mais aussi d'approfondir le processus démocratique et l'État de droit.

Les quatre organisations réaffirment leur plein soutien aux efforts de facilitation conduits par M. Edem Kodjo, au nom de l'UA. Elles ont convenu, dans ce contexte, de mettre en place un groupe de soutien à la facilitation, comprenant également des représentants de la Conférence internationale de la région des grands lacs (CIRGL) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), et de mobiliser l'expertise et les ressources requises pour maximiser les chances de réussite du dialogue.

Les quatre organisations soulignent la responsabilité primordiale qui incombe au Gouvernement et à toutes les parties congolaises concernées pour la préservation de la paix et de la stabilité en RDC, la consolidation des acquis obtenus de haute lutte et l'approfondissement de la démocratie et de l'État de droit. À cet égard, elles exhortent tous les acteurs congolais à se joindre au dialogue et à apporter leur entière coopération au Facilitateur, ayant à l'esprit que celui-ci agit dans le cadre des instruments pertinents de l'UA et de la résolution 2277.

Les quatre organisations demandent instamment au Gouvernement et à tous les acteurs politiques en RDC de s'abstenir de toute action de nature à accroître la tension politique et à conduire à la violence. La retenue et l'esprit de responsabilité sont plus que jamais nécessaires en cette étape particulière de l'histoire de la RDC. Elles appellent dans le même temps le Gouvernement à continuer à promouvoir le respect des droits et libertés prévus par la Constitution, y compris par la libération des détenus politiques, conscientes qu'elles sont de ce que la préservation de l'espace politique, et l'exercice des droits fondamentaux garantis par la Loi fondamentale sont une condition sine qua non pour permettre la réussite du dialogue politique que le Président Joseph Kabila appelle de ses vœux.
